



LE CHIEN DE GARDE

Bulletin

WWW.OMBUDSMAN.ON.CA

ABONNEZ-VOUS À NOTRE E-BULLETIN

DÉSABONNEZ-VOUS

ENGLISH

Bienvenue M. Dubé!

LE NOUVEL OMBUDSMAN DE L'ONTARIO PREND SON POSTE LE 1ER AVRIL : M. PAUL DUBÉ

[M. J. Paul Dubé](#), d'Ottawa, a été nommé septième Ombudsman de l'Ontario pour un mandat de cinq ans, qui commencera le 1er avril 2016. Sa nomination par un comité multipartite de l'Assemblée législative a été annoncée et approuvée par un vote unanime à l'Assemblée le 16 février.

Avant sa nomination en tant qu'Ombudsman de l'Ontario, M. Dubé a occupé le poste de tout premier ombudsman des contribuables du Canada, au gouvernement fédéral, de 2008 à 2014. « Je suis honoré de cette nomination, et je me réjouis à l'idée de travailler au service des Ontariennes et Ontariens », a dit M. Dubé. « C'est un privilège de me joindre au Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario, dont j'admire et respecte le travail depuis de nombreuses années. »



M. Dubé déménagera à Toronto. [Mme Barbara Finlay](#) reste Ombudsman intérimaire jusqu'à l'entrée en fonctions de M. Dubé. [Lire son biographie.](#)

Question de chiffres : Plaintes sur les municipalités, les universités et les conseils scolaires

Le nombre de plaintes relevant du nouveau mandat de l'Ombudsman et concernant les municipalités, les universités et les conseils scolaires a



FÉVRIER 2016

L'Ombudsman enquête sur les plaintes du public à propos des organismes du gouvernement de l'Ontario et du secteur parapublic. Son Bureau surveille plus de 1 000 ministères, agences, tribunaux, conseils, commissions, sociétés de la Couronne, et les conseils scolaires, les municipalités et les universités. Barbara Finlay est Ombudsman intérimaire jusqu'au 31 mars 2016, date à laquelle Paul Dubé commencera son mandat de septième Ombudsman de l'Ontario.

[PORTEZ PLAINTÉ EN LIGNE](#)

Ombudsman Ontario

Bell Trinity Square
483, rue Bay, 10e étage, Tour Sud,
Toronto, ON
M5G 2C9

Téléphone : 1-800-263-1830

Télécopieur : 416-586-3485

ATS : 1-866-411-4211

Courriel : info@ombudsman.on.ca



NOUS EMBAUCHONS!

Au cours des quelques prochains mois, nous allons agrandir notre équipe alors

franchi les 1 000 en février.

Depuis le 1^{er} janvier, l'Ombudsman a traité **722** plaintes à propos de **municipalités**, sur des sujets très divers allant des services municipaux à la conduite des conseils municipaux, en passant par les activités de déneigement. En voici un exemple : nous avons reçu des plaintes alléguant qu'il y avait eu infraction au code de conduite des conseillers dans un canton. Durant notre examen de ces plaintes, nous avons déterminé que le code de conduite n'était pas aisément consultable par le public, et qu'il n'existait pas de processus clair pour porter plainte. Tout de suite après nos demandes de renseignements, le canton a affiché cette information sur son site Web, avec une version imprimable d'un formulaire de plainte. Il a aussi clarifié le processus de plaintes, incluant la possibilité de les transmettre au conseil qui peut prendre des dispositions en vue d'une enquête.

Nous avons reçu **348** plaintes à propos de **conseils scolaires** depuis le 1^{er} septembre. Nous avons reçu une plainte alléguant que plusieurs élèves d'un même quartier avaient été déclarés inadmissibles à un transport en autobus, alors qu'ils croyaient résider dans les distances de l'école requises par la politique scolaire, et ajoutant que le conseil refusait de communiquer le calcul de la distance de marche jusqu'à l'école au plaignant ou aux autres parents. Nous avons fait des demandes de renseignements, et confirmé que les élèves vivaient à une distance de marche de l'école, mais nous avons recommandé que le conseil fasse preuve de plus de transparence en matière de renseignements et communique le calcul de la distance aux parents, sur demande.

Les plaintes à propos des **universités** sont elles aussi en hausse, atteignant un total supérieur à **61** depuis le 1^{er} janvier. Un étudiant inscrit en formation à distance s'est plaint à nous car il se voyait contraint de payer des frais pour divers services offerts uniquement sur le campus, par exemple pour des travaux d'imprimerie et des activités de vie étudiante. Nous l'avons orienté vers les renseignements affichés sur le site Web de l'université à propos des frais obligatoires et non obligatoires, et nous l'avons renseigné sur le processus à suivre pour se plaindre à l'université et demander un remboursement de tous les frais non obligatoires déjà payés.

[Consultez nos brochures](#) pour en savoir plus sur les plaintes à propos des municipalités, des universités et des conseils scolaires, ou [remplissez un formulaire de plainte ici](#).

Vous avez une plainte à propos d'une municipalité? [Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'une université? [Lisez ceci d'abord](#)

Vous avez une plainte à propos d'un conseil scolaire? [Lisez ceci d'abord](#)

À propos de notre nouveau mandat...

que notre surveillance s'élargit aux municipalités, aux universités et aux conseils scolaires. Notre Bureau a reçu des fonds supplémentaires pour engager des agents de règlement préventif, des enquêteurs, des avocats, des chargés de communications et d'autres membres du personnel.

Nous acceptons toujours les curriculum vitae.

[Regardez les types de postes que nous offrons et envoyez-nous votre demande!](#)



FUTURS WEBINAIRES

Dans les prochains mois, l'Ombudsman de l'Ontario compte donner des webinaires interactifs d'information à l'intention du personnel des municipalités et des conseils scolaires. Pour plus de détails sur la manière d'y participer, communiquez avec lechiendegarde@ombudsman.on.ca.

NOUVELLES DES ENQUÊTES

[Directives de l'Ontario à la police sur le désamorçage des conflits :](#)

L'enquête est terminée et le rapport préliminaire en est à l'étape finale de rédaction et de mise à jour.

[Adultes ayant une déficience intellectuelle, en situation de crise :](#)

Le personnel continue de régler les dossiers individuels et de prendre les

Au cours des dernières semaines, le personnel de l'Ombudsman a été très occupé par des rencontres avec divers intervenants, entre autres le conseil scolaire du district de Toronto, l'Association des registraires des universités de l'Ontario, le conseil scolaire du district de la région de York, la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario et l'Union des Associations des professeurs des universités de l'Ontario. Le plus grand événement qui s'est déroulé récemment était la conférence conjointe annuelle de la Rural Ontario Municipal Association et de l'Ontario Good Roads Association, à Toronto, où l'Ombudsman intérimaire Barbara Finlay a [prononcé une allocution d'ouverture](#) à propos de notre nouveau mandat de surveillance des municipalités.



L'Ombudsman intérimaire Barbara Finlay s'adresse aux délégués municipaux à #OGRAROMA.

En partenariat avec le Forum des politiques publiques du Canada, le Bureau de l'Ombudsman a parrainé une conférence sur invitation pour les intervenants des municipalités et des conseils scolaires, à Toronto, le 25 février. Steve Orsini, secrétaire du Conseil des ministres et chef de la Fonction publique de l'Ontario, a ouvert la conférence en soulignant le « service vital » que procurent les ombudsmen en Ontario et partout au pays.



plaintes – plus de 1 300 jusqu'à présent. L'enquête systémique d'envergure est terminée et nous rédigeons actuellement le rapport.

RAPPORTS D'OMLET

Dans un récent rapport sur une réunion à huis clos de la Ville de London, l'Ombudsman intérimaire a conclu que la réunion du Conseil le 10 juin 2015 avait eu lieu à huis clos en infraction à la Loi sur les municipalités, en dépit des bonnes intentions du Conseil. La Ville avait négligé de vérifier que les portes de l'hôtel de ville n'étaient pas fermées à clé durant la réunion publique du Conseil. [Lire ici](#) (en anglais seulement).

Lisez d'autres rapports récents sur des réunions municipales à huis clos :

- [Ville de Fort Erie](#)
- [Canton de Russell](#)
- [Municipalité de St-Charles](#)
- [Village de Casselman](#)

RESTEZ EN CONTACT

L'Ombudsman compte maintenant plus de **4 159** fans sur [Facebook](#) et **36 067** sur [Twitter](#) ! Restez en contact avec nous grâce aux médias sociaux ou envoyez-nous un mot à lechiendegarde@ombudsman.on.ca

Restez en connexion avec notre Bureau dans les deux langues officielles! Suivez notre compte Twitter en français : [@Ont_OmbudsmanFR](https://twitter.com/Ont_OmbudsmanFR).

D'autres chiens de garde de l'administration et spécialistes de la surveillance étaient présents, dont Charles Murray, Ombudsman du Nouveau-Brunswick, Raymonde Saint-Germain, Protectrice du citoyen du Québec, Tony Brown, avocat retraité du conseil scolaire du district de Toronto, et Rick O'Connor, greffier municipal et avocat de la Ville d'Ottawa. Ils



se joints à l'Ombudsman intérimaire Barbara Finlay et au personnel de haute direction de l'Ombudsman de l'Ontario pour donner une perspective intersectorielle de la valeur d'une surveillance indépendante et pour encourager les intervenants à discuter des moyens d'améliorer la responsabilisation dans les municipalités et les conseils scolaires.

Office of the Ombudsman of Ontario | Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario

1-800-263-1830 - Complaints Line | Ligne des plaintes | 1-866-411-4211 - TTY | ATS

Bell Trinity Square, 483 Bay St., 10th Floor, South Tower

Bell Trinity Square 483, rue Bay 10e étage, Tour Sud, Toronto, Ontario, M5G 2C9, Canada

If you received this newsletter in French and would like to get it in English, [send us an email](#).